

PEUPLE ET CULTURE

N° 10

bulletin d'information

nouvelle série

décembre 1969

Peuple et Culture

*vous présente ses meilleurs
vœux pour 1970*

sommaire

- XXV^e Assemblée générale de Peuple
et Culture, 8-9 novembre 1969 1
- Motion d'orientation adoptée par l'As-
semblée générale 5
- Informations 24

xxv^e assemblée générale de peuple et culture

vaucresson, 8-9 novembre 1969

Nous avons jugé utile de présenter à nos adhérents, le plus rapidement possible, un bref compte rendu des résultats des votes ainsi que la composition du Comité directeur et du Bureau national élus le 9 novembre 1969. Les quelques lignes qui suivent laissent donc de côté, délibérément, les discussions et débats de fond qui ont eu lieu pendant ces deux journées et qui pourront faire l'objet de publications ultérieures.

SAMEDI 8 NOVEMBRE

Matinée

L'Assemblée est ouverte par **Bénigno Cacérès**, président sortant et président de la séance. L'ordre du jour est adopté par les participants. Il comporte, pour cette matinée, la présentation, la discussion et le vote des :

- rapport d'activités pour 1969 (introduit par **Michel Jacquey**, secrétaire général sortant) (1).
- rapport financier pour 1968 (introduit par **Joseph Rovant**, trésorier sortant) (1).

Après discussion les deux rapports sont, séparément, soumis au vote de l'Assemblée. La Commission de contrôle des mandats fait savoir qu'elle n'a pu terminer ses travaux. Le vote se fait donc à main levée.

Les deux rapports sont adoptés par l'Assemblée générale.

(1) Publié dans le n° 9 du **Bulletin d'information** de Peuple et Culture.

Après-midi

Présentation, par **Michel Jacquey**, secrétaire général sortant, de la **Motion d'orientation proposée par le Bureau national** (1).
Présentation, par **Raymond Mariet** (P.E.C.-Midi-Pyrénées), de sa communication

Pour un mouvement culturel ouvert et démocratique (1).
Les débats sur les textes présentés se poursuivent jusqu'à 18 h. 30.

DIMANCHE 9 NOVEMBRE

Matinée

Après un bref exposé de **M. Gibert**, conseiller technique financier du Mouvement, sur la nécessité d'une généralisation aux régions de P.E.C. de l'emploi d'une comptabilité analytique (2), les débats entamés la veille se poursuivent.

La Commission de contrôle des mandats donne le résultat de ses travaux.

André Piégay, vice-président sortant, présente une dernière fois la motion d'orientation du Bureau national, notamment pour signaler qu'en accord avec l'auteur, certains alinéas de la communication de Raymond Mariet y ont été inclus (3).

Le texte est alors soumis au vote de l'Assemblée. Comme ils l'ont annoncé, les groupes de P.E.C.-Haute-Normandie et de P.E.C.-Limousin ne prendront part à aucun vote.

RESULTATS DU VOTE

nombre de votants	829
oui	705
non	23
abstentions	57
bulletins blancs	44

(1) Publiée dans le n° 9 du **Bulletin d'information** de Peuple et Culture.

(2) Cette communication technique a été envoyée, le 3 décembre 1969, aux trésoriers et responsables régionaux.

(3) Voir le texte définitif de la **motion d'orientation**, p. 5 à 23 du présent numéro.

La **Motion d'orientation proposée par le Bureau national** est donc adoptée par l'Assemblée générale.

(A l'issue du repas, **Jacques Douai** nous fait le grand plaisir d'un récital improvisé. Nous le prions de trouver ici nos plus chaleureux remerciements.)

Après-midi

Bernard Smagghe, vice-président sortant, présente à l'Assemblée les **projets de modification des statuts** de P.E.C. Après discussion et diverses propositions d'amendement, l'Assemblée adopte

- la prolongation à deux ans de la durée du mandat du Comité directeur et du Bureau national,
- la décision de réunir l'Assemblée générale annuelle au début de l'année civile, et au plus tard le 30 avril.

RESULTATS DU VOTE

Nombre de votants	789
oui	673
non	111
bulletins blancs	5

Le président de l'Assemblée donne alors lecture de la liste des 42 candidats au Comité directeur. L'Assemblée procède au vote.

RESULTATS DU VOTE

nombre de votants	810
majorité requise	406

Le Comité directeur élu pour deux ans se compose comme suit :

	voix		voix
Jean Ader	744	Danick Choblet	748
Pierre Besnard	633	Jean-François Chosson	743
Bénigno Cacérés	713	Marie-Louise Cochet	773

	voix		voix
Laurence Crayssac	625	André Lemarchand	743
Jacques Double	747	Paul Lengrand	655
Daniel Dumas	713	Bernard Lluch	763
Joffre Dumazedier	760	Raymond Mariet	668
Andrée Durand	736	Jacques Mary	673
Valmy Féaux	765	Michèle Monteiller	695
Antoinette Fouque	411	Guy Pallet	766
Bernard Gilman	712	Jacques Perret	723
Hélène de Gisors	673	Michel Pezet	745
Jean Gougeon	764	André Piegay	738
René Goutet	748	Serge Roussiez	774
André Granouillac	738	Joseph Rován	734
Michel Jacquey	714	Bernard Smagghe	709
Georges Jean	706	Willy Soudan	691
Bernadette Lacombe	768	Max Vialis	730
Pierre Lavy	723	Hector Vilès	759
Maurice Lefeuvre	763	Roger Warnery	766
Michel Legrand	769		

Le président de séance clôt la XXV^e Assemblée générale en insistant sur la participation massive des adhérents à cette assemblée et invite les membres du nouveau Comité directeur à se réunir afin d'élire le nouveau Bureau national. Celui-ci se compose de :

Bénigno Cacérès	président
Jean-François Chosson	vice-président
Bernard Smagghe	» »
Michel Jacquey	secrétaire général
Joseph Rován	trésorier
Danick Choblet	membres
Andrée Durand	
Hélène de Gisors	
Pierre Lavy	
André Lemarchand	
Guy Pallet	
André Piégay	

motion d'orientation adoptée par la xxv^e assemblée générale vaucresson, 8-9 novembre 1969

(Texte définitif)

1. Le Bureau national sortant rappelle ici les principales lignes d'orientations qui ont inspiré son action, dans l'esprit du mandat qui avait été conféré au Comité directeur par l'Assemblée générale des 10 et 11 novembre 1968. Nous considérons que ces orientations doivent continuer à guider la vie du Mouvement.

Les adhérents de Peuple et Culture trouveront dans ce texte l'exposé de positions qui leur permettront de faire leur choix dans un débat décisif pour l'avenir du Mouvement.

2. UNE ATTITUDE POLITIQUE FONDAMENTALE.

Depuis la création de Peuple et Culture, les adhérents du Mouvement se rencontrent autour d'exigences communes. C'est sur une dénonciation des injustices dont est responsable l'organisation sociale et économique française que s'établit tout d'abord ce commun accord; ceci nous conduit à souligner, dans la société actuelle, la réalité du fait de l'exploitation dont les classes laborieuses sont les premières victimes, sur le plan économique mais aussi sur le plan politique et sur le plan culturel. D'autres catégories défavorisées en éprouvent durement le contre-coup : notamment les personnes âgées, les enfants handicapés, les immigrés, les habitants des régions en voie de régression économique.

La nouveauté des conditions créées par le développement avancé d'une société industrielle appelle, d'autre part, un mouvement culturel à la vigilance la plus active quant aux formes nouvelles d'aliénation des individus et des groupes sociaux qu'elle engendre.

Peuple et Culture, face à cette situation, entend être engagé par sa recherche et par son action dans une politique culturelle de gauche.

L'interdépendance des problèmes nous conduit à rejeter toute solution de facilité qui consisterait à concevoir l'action de Peuple et Culture indépendamment du contexte social, économique et politique.

Nous sommes ainsi amenés à contester, dans la société, tout ce qui contribue à accentuer ou à maintenir les inégalités, et, **quel que soit le régime politique dans lequel nous vivons, cette contestation s'exercera.**

Nous remettons en cause toute société qui tendrait à figer les rapports de subordination entre les groupes humains et à rechercher l'intégration de l'individu dans cet ordre social. La démocratisation du savoir est inséparable de la socialisation de l'économie, de la démocratisation et de l'humanisation des structures sociales et politiques.

Ce texte exprime un état d'esprit, une volonté d'acheminement à long terme vers une forme de socialisme humain : en dénonçant toutes les inégalités, il s'élève contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

3. UNE CONFRONTATION OUVERTE AU SEIN D'UN MOUVEMENT DE REFLEXION ET DE RECHERCHE.

Tout en tenant à confirmer ainsi l'orientation dans laquelle est engagé, et a toujours été engagé, l'effort de Peuple et Culture nous refusons de placer le mouvement sous la coupe d'une tendance politique exclusive, ce qui nous paraît néfaste au développement d'une culture progressiste.

Nous n'acceptons pas que la diversité de pensée, que nous jugeons indispensable à l'essor de la réflexion et de l'inven-

tion culturelle et pédagogique de Peuple et Culture, puisse être dénoncée comme « unanimiste » parce que cette diversité est la condition même de la vitalité créatrice de notre Mouvement.

Un mouvement culturel a des objectifs de réflexion, de formation et d'action qui lui imposent de sauvegarder une permanente confrontation des opinions et des points de vues dans l'interprétation d'une réalité sociale mouvante. Nous affirmons qu'une liberté critique et le droit au doute font partie intégrante de toute culture.

4. UN MOUVEMENT D'ACTION CULTURELLE QUI AFFIRME SON AUTONOMIE VIS-A-VIS DES ORGANISATIONS POLITIQUES.

Il appartient en propre au parti politique d'être une organisation de lutte pour la conquête du pouvoir. La politique des partis est en relation nécessaire avec une doctrine, une stratégie, une tactique qui tendent à cette conquête. Nous reconnaissons sans réserve la nécessité d'une telle relation, mais il y aurait une erreur sur l'identité vécue de Peuple et Culture, et surtout une illusion sur ses véritables possibilités d'action culturelle, à vouloir en faire un organisme de lutte politique directe ou un instrument au service d'un ou de plusieurs partis. Nous ne sommes nullement convaincus qu'une telle subordination soit une condition indispensable à la pénétration de nos idées et projets dans le programme et dans l'action d'une organisation politique.

Nous constatons au contraire que, depuis 25 ans, toute tentative d'alignement de la politique culturelle de notre Mouvement sur la politique d'un parti a toujours abouti à des simplifications intellectuelles et à des divisions humaines néfastes à la force créatrice de notre Mouvement, destructrices de la confrontation entre idées et pensées différentes, destructrices des relations entre les hommes différents, sans lesquelles toute recherche progressiste ne peut que dégénérer tôt ou tard en pauvreté imaginative ou en conformisme. Nous observons aussi que l'amicale mais ferme contestation que Peuple et Culture a opposée à de telles tentatives de subordination, a toujours fini par rejoindre, tôt ou tard, les efforts faits au sein

même des différents partis démocratiques pour y assurer, contre l'esprit d'orthodoxie, un espace vital nécessaire à la réflexion autonome.

5. UNE CONVERGENCE D'ACTION AVEC LES AUTRES FORCES PROGRESSISTES.

A la vocation d'un mouvement culturel correspondent des possibilités d'action originales et irremplaçables. Toute société alimente — et alimentera toujours — ses propres contradictions, et toute société creuse elle-même ses propres failles. Il appartient tout particulièrement à un mouvement culturel, par les moyens qui lui sont propres, d'agir au cœur de ces contradictions et d'investir ces failles. Un tel mouvement veut le changement partiel et total, celui d'aujourd'hui et celui de demain, mais sans option préjudicielle sur la dimension actuellement possible.

C'est dans cette optique que nous affirmons, par rapport aux organisations politiques, notre autonomie de mouvement culturel; mais nous la considérons comme une autonomie de convergence avec l'action de toutes les forces progressistes de notre pays et du monde qui nous entoure, tant sur le plan syndical que politique.

Nous devons donc continuer notre double effort : analyser les significations politiques manifestes ou cachées de toute action culturelle et les conditions culturelles à court et à long terme de toute action politique, d'une part, élaborer des programmes et des actions pour une politique du développement culturel progressiste, d'autre part.

6. UN MOUVEMENT CULTUREL OUVERT.

L'action de Peuple et Culture a eu, par le passé, une valeur exemplaire, en particulier pour des animateurs d'autres mouvements culturels, mais aussi pour certains syndicalistes ouvriers et paysans, certains enseignants, etc. Nous affirmons notre volonté de persévérer dans cette voie et de nous

élargir vers l'extérieur en direction des organismes et individus qui partagent notre conception de la société, qui donnent à leur activité le même sens général que nous, qui sont animés de la même motivation critique.

Ceux-ci constitueront nos « partenaires préférentiels ». Il importe non d'en dresser une liste exhaustive, mais d'en définir les catégories.

Nos partenaires préférentiels seront choisis parmi :

- les associations d'éducation populaire et mouvements de jeunesse qui, sans se tenir à l'écart des options politiques, excluent la conception d'un mouvement culturel comme courroie de transmission d'un gouvernement, d'un parti politique ou d'une Eglise,
- les syndicats ouvriers, enseignants et paysans qui s'opposent à toute forme moderne du corporatisme et dont les perspectives d'action restent fidèles aux principes définis par la charte d'Amiens,
- les organisations philosophiques, sociales et politiques (partis, clubs, cercles et groupements divers) dont la doctrine et l'action seront en accord avec notre conception du droit au bonheur, de la participation démocratique, de la mise en place de structures sociales permettant au plus grand nombre d'individus une affirmation personnelle,
- les organisations économiques, telles celles relevant du secteur coopératif, ayant pour but une plus équitable répartition des richesses et une promotion globale de l'individu,
- les groupes informels pénétrés d'un esprit progressiste et novateur,
- les individus ayant des responsabilités dans des organismes (élus, membres d'administrations, techniciens) qui adopteront une attitude à la fois progressiste et novatrice.

Nos partenaires préférentiels pourront varier dans le temps. Tel groupement qui, dans un certain contexte, aurait adopté une attitude contestataire mais qui, à la suite d'un changement politique, abandonnerait ce rôle, devrait être écarté. Par contre, tel organisme qui se libérerait de la tutelle d'une Eglise pourrait prendre place parmi nos partenaires préférentiels.

Les variations dans l'espace seront plus fréquentes encore. L'extrême variété des comités d'entreprise nous offre un exemple : selon qu'ils seront novateurs ou sclérosés, nous pourrions ou non les considérer comme des partenaires préférentiels.

Mais ces liens avec nos partenaires préférentiels n'excluent pas des actions communes avec d'autres organismes. Celles-ci seront le plus souvent fonction de la conjoncture et devront se borner à des interventions limitées dans le temps et précises dans leur contenu.

Il sera nécessaire de mettre progressivement en place les structures d'un dialogue permanent avec nos partenaires préférentiels afin de nous concerter, rapprocher nos points de vue et lorsque cela sera possible, adopter des positions communes et décider de l'action à mener, compte tenu de la vocation spécifique de chacun des partenaires. Il est indispensable de nous organiser pour participer pleinement à la lutte contre les forces d'aliénation, que ce soit dans le domaine des moyens d'information (presse, radio, cinéma, télévision), de la diffusion de la pensée culturelle, scientifique et artistique, pour agir avec efficacité en faveur de la socialisation des espaces de loisir et de l'aménagement de véritables structures de participation, pour lutter contre toutes les formes de répression, quelles qu'en soient les victimes, et contre un paternalisme qui, déguisé sous un faux aspect novateur, s'efforce de maintenir les inégalités.

7. UNE ASSOCIATION VOLONTAIRE QUI APPROFONDIT SA SPECIFICITE DE MOUVEMENT DE FORMATION.

Certains éprouvent une grande difficulté, et presque une insécurité, à admettre cette différence et cette complémentarité entre organisation politique et mouvement culturel.

Pourtant, depuis 25 ans, nous avons pu le constater abondamment, toute action politique qui ignore les conditions culturelles de sa réussite aboutit partout, dans les sociétés avancées, à un échec.

C'est l'originalité de l'éducation populaire telle que nous la concevons que de lier une action de formation au plan des attitudes profondes des individus à une découverte de la dimension politique des problèmes.

C'est pourquoi nous pensons que le débat que traverse le Mouvement aboutit au choix entre deux approches pédagogiques, dont l'une, celle que nous venons de définir, nous semble correspondre davantage aux exigences de l'autonomie des personnes adultes, condition de tout progrès démocratique. Par ce biais, ce débat revêt donc une dimension politique fondamentale.

Cependant, chacun sait que toute action de formation authentique est profondément liée à une préoccupation d'action au plan des structures.

Ceci fait toute la complexité de la position d'un mouvement culturel de dimension restreinte dont les possibilités réelles d'action, face aux innombrables problèmes dont l'évidence s'impose à lui, sont beaucoup plus proches de celles du groupe de pression que de celles de l'organisation politique. Ainsi se définit, à nos yeux, la complémentarité des fonctions entre mouvement culturel et organisation politique.

8. UNE POLITIQUE CULTURELLE PROGRESSISTE.

Plus que jamais notre pays a besoin d'un vaste mouvement d'action culturelle, progressiste et démocratique, composé d'organisations dynamiques et qualifiées pour donner les orientations d'une politique culturelle à court et à long terme, sur le plan local, régional, national et international.

Ne pas intervenir avec notre spécificité dans la politique culturelle, c'est abandonner exclusivement la société à l'action de formations qui souvent remplacent par des idéologies générales les analyses nécessaires. Une politique culturelle progressiste, c'est-à-dire soucieuse de libérer à la fois les individus et les sociétés, devrait tendre au développement des intérêts, des connaissances et des valeurs nécessaires pour que l'homme participe le plus possible au développement de la société et de lui-même.

Elle impose au moins quatre conditions et quatre directions de travail et de recherche :

- connaître la société où nous vivons,
- démocratiser le développement culturel,
- agir auprès des catégories les plus directement touchées par les inégalités de culture,
- agir dans le sens de certaines mutations fondamentales de l'homme et de la société.

9. UN PREALABLE : CONNAITRE LA SOCIETE OU NOUS VIVONS.

Nous sommes conscients des changements qui se font dans la société, mais interpréter leur signification et leur valeur est extrêmement difficile. C'est un domaine où nous ne pouvons pas imposer au Mouvement tout entier une seule interprétation rigide.

1. Notre action est fondamentalement liée à la société dans laquelle nous sommes, à sa réalité actuelle, aux mutations qu'elle est en train de vivre, aux transformations que nous voudrions lui faire accomplir. Le contexte économique, politique et social dans lequel est né P.E.C. s'est profondément modifié depuis 25 ans et le monde, sous nos yeux, ne cesse de changer avec une rapidité qui rend l'adaptation ou la riposte extrêmement aléatoires et pénibles pour la grande majorité des humains, et ceci même quand le changement s'avère bénéfique ou correspond à des intentions auxquelles l'on est profondément attaché.

2. Parmi les analyses, les interprétations, les propositions qui concernent l'évolution globale de cette société, si nombreuses et si diverses, aucune n'est actuellement capable de faire l'accord unanime de l'ensemble des membres de P.E.C. Une conséquence nous paraît se dégager de cette constatation : c'est la nécessité d'une attention ouverte face à ces mutations et d'une recherche constamment en éveil devant les interprétations qu'elles peuvent susciter.

A force de vouloir que ce monde se plie à des explications simples et limpides ou qu'il se transforme en obéissant à des visions schématisques, on se trouve exposé à l'alternative de la rigidité du conservatisme, et de l'intolérance du tout ou rien.

3. Les problèmes auxquels cette société se trouve affrontée se cristallisent, en gros, autour de quatre pôles majeurs :

a - le plan de l'organisation économique :

- nature et conditions de possession ou d'exercice du pouvoir économique;
- répartition des résultats obtenus par le travail humain;
- conséquences de la révolution technico-scientifique sur l'organisation du travail et de la production;
- finalités, moyens et modalités de la planification;
- problèmes d'une civilisation de consommation;
- inégalités du développement entre sociétés (tiers-monde) et à l'intérieur d'une société donnée;
- affectation des ressources disponibles aux divers objectifs fondamentaux (éducation, santé, loisir, expansion de la production);
- impact de la pensée marxiste dans la connaissance et la contestation du système capitaliste, etc.

b - La dimension nouvelle prise par la connaissance des problèmes de la personnalité :

- mise en cause de l'éthique traditionnelle du travail, de la famille, de la personne, etc.;
- impact de la pensée freudienne dans la connaissance des relations inter-personnelles;

c - La formation et l'information dans la société actuelle :

- rôle décisif de l'enseignement et de la formation dans une société moderne;
- ampleur des moyens modernes de diffusion de l'information, qui en font un levier essentiel d'action et de transformation de la société;

— menace d'un conditionnement collectif par les moyens d'information.

d - Un univers en expansion :

- irruption de l'homme dans l'univers;
- le dialogue de l'homme et de l'ordinateur;
- la destruction de l'ancienne nature et la nécessité de la création d'une « nouvelle nature », œuvre des hommes;
- le pouvoir auto-destructeur de l'humanité, etc.

Tous ces problèmes affectent et conditionnent notre travail et doivent mobiliser notre réflexion puisqu'ils aboutissent tous à des exigences nouvelles par leur ampleur, sur le plan de l'éducation, de la formation, de l'action culturelle. Leur variété et leur nouveauté interdisent à un mouvement culturel de s'enfermer, en face d'eux, dans une attitude doctrinaire; notre tâche consiste à aider le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes à se situer dans ce monde où les chemins de l'adaptation et de la riposte passent par la compréhension et la connaissance, où le vouloir est désormais impuissant sans le savoir et le savoir-faire.

10. DEMOCRATISER LE DEVELOPPEMENT CULTUREL.

Notre société connaît un développement spectaculaire du secteur tertiaire et un retard correspondant dans les couches les plus défavorisées des secteurs primaire et secondaire. A l'intérieur de ce secteur tertiaire, la sphère consacrée au développement et aux facultés de l'homme (éducation, arts, sciences, techniques, etc.) devient tellement importante que l'on désigne souvent sous le nom de secteur quaternaire la sphère de la culture et des loisirs associés à l'activité hors travail.

Une politique de développement culturel consistera, d'abord, à mettre à la portée de tous les valeurs culturelles d'une société en mouvement, à combattre pour que les innovations dans l'information, dans la communication, dans l'éducation ne restent pas le privilège des techniciens et des technocrates, et que les découvertes scientifiques ne restent pas le

priviège des bureaux d'étude, des centres de recherche et des chercheurs; pour que les créations de l'art et de la littérature ne soient pas l'apanage des stylistes, des experts, des artistes; pour que les contestations de l'éthique collective (autogestion) ou individuelle (révolution sexuelle) ne restent pas limitées aux philosophes, aux moralistes ou à leurs lecteurs mais soient diffusées auprès de tous, au niveau même de la vie quotidienne de chacun. Toutes les analyses et toutes les actions, électorales ou autres, qui oublient ou sous-estiment cette vulgarisation indispensable se trompent sur la réalité d'aujourd'hui et sur celle de demain, et compromettent ainsi leurs propres chances de victoire. Si l'idée démocratique continue son progrès, c'est là que se situe le défi peut-être le plus important, le plus difficile à réaliser dans notre société. Comment susciter l'association permanente du maximum de citoyens au développement des valeurs culturelles, que ce soit dans le domaine de la politique, dans celui du travail ou dans celui du loisir ? La démocratie culturelle c'est le grand défi de notre XX^e siècle car, à la différence de la démocratisation des biens de confort, celle des valeurs culturelles suppose l'effort volontaire de la personne.

Cette politique de développement culturel, nous la voulons réellement pour tous les milieux, toutes les classes et, d'abord, pour les masses de travailleurs; mais nous devons insister en même temps sur les besoins des minorités sous-privilégiées qui sont isolées et dont le sort, avec l'évolution de la société post-industrielle, risque encore de s'aggraver. Les populations les plus déshéritées du milieu rural, d'ouvriers peu qualifiés, de plus en plus alimentées par les immigrants des pays pauvres, un nombre croissant de vieillards, non seulement économiquement faibles mais mal intégrés dans une société qui n'est pas encore équipée pour la vie du troisième âge, exigent de notre part une attention et une solidarité actives. Si notre prospérité économique attire une main-d'œuvre étrangère en nombre croissant, il faut craindre qu'une crise raciste profonde n'explose si l'action éducative ne s'est pas préparée de longue main à la prévenir. On sait aujourd'hui, que les changements des structures économiques et sociales d'un pays sont insuffisantes à éliminer ce fléau enraciné dans la mentalité ancienne des peuples, et qu'il ne cesse d'y renaître.

Cette liste n'est pas exhaustive, il faut surtout y ajouter le secteur de la jeunesse inadaptée qui pose déjà, et posera de plus en plus, un problème difficile d'action culturelle. Si nous avons mis l'accent sur ces quatre secteurs de population c'est parce qu'ils nous semblent nécessiter une action longue et vigoureuse dont il faudra faire accepter le coût par la majorité des citoyens même si le rythme de croissance de la consommation et du loisir des masses doit en être ralenti.

11. AGIR AUPRES DES CATEGORIES SOCIALES LES PLUS DIRECTEMENT TOUCHEES PAR LES INEGALITES DE CULTURE.

C'est un domaine où doit, tout particulièrement, se réaliser la coopération entre le mouvement culturel et les syndicats. Toutes les études consacrées aux problèmes culturels du monde ouvrier font, en effet, clairement apparaître la promotion intellectuelle et humaine qui accompagne l'engagement syndical des travailleurs. Un mouvement culturel connaît la valeur de cette voie privilégiée de promotion culturelle dans le monde du travail.

En même temps, un mouvement culturel sait que son lieu de référence n'est pas seulement le milieu professionnel. Mesurant l'écart de cette différence, il se tient au plus loin de tout ce qui risquerait de s'apparenter à un certain ouvriérisme. Mais il entretient, avec les organisations syndicales, des liens d'amitié et de collaboration dans tous les domaines où cette coopération correspond à sa fonction spécifique. Il sait que sa spécificité de mouvement culturel peut parfois l'amener à prendre en considération des problèmes qui ne sont pas nécessairement au premier plan des préoccupations d'une organisation syndicale. Sans se substituer en aucun cas aux syndicats, le mouvement culturel cherche à collaborer avec eux dans le cadre de la formation générale et économique, à lutter pour réduire ce phénomène d'indifférence à la vie syndicale qui concerne de 70 à 80 % des travailleurs, depuis le début du siècle, quelle qu'ait été l'ampleur des mouvements sociaux périodiques.

Nous ne pouvons pas oublier non plus que, malgré toutes les transformations imaginables du travail, il n'y a pas de parti-

cipation active des masses à la vie sociale et culturelle sans conquête du loisir. Une politique culturelle commence par une politique du temps libéré, sous peine de rester limitée aux seuls privilégiés.

Nous savons, d'autre part, qu'une démocratisation réelle dans l'entreprise, un pouvoir réel donné aux travailleurs se heurtent partout à des problèmes encore non résolus.

Nous devons donc œuvrer à la fois en vue d'une modification des conditions du travail et de la meilleure utilisation du temps libre pour ouvrir des possibilités toujours plus vastes à l'épanouissement des individus. Nous savons bien que, dans une société mouvante, nous aurons à choisir des priorités, que les choix à faire sont souvent en conflit et qu'il est impossible de les déduire directement d'une idéologie.

Nous pensons ainsi que le combat des mouvements d'action culturelle devient une nécessité fondamentale dans une société où la consommation de masse commence à s'installer avec son cortège de conformisme social et de peur du changement : c'est une révolution culturelle que nous avons à entreprendre, non pas, comme dans le tiers-monde, celle d'une société en voie de développement, mais celle qui convient à une société qui est en train de passer du stade industriel au stade post-industriel. Les chances futures de mutation radicale des structures économiques, sociales et politiques de notre société dépendront, pour une large part, des chances de pénétration de cette révolution culturelle dans de larges masses.

12. POUR UNE MUTATION DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ.

Nous entrons dans un monde nouveau auquel à peu près rien, dans l'histoire, n'a jamais ressemblé.

Etre à la charnière d'un monde ancien qui s'effrite et d'un monde nouveau qui s'enfante lentement, et péniblement, est une situation inconfortable, pleine d'ambiguïtés, de contradictions mais dans laquelle nous devons accepter de vivre.

Le statut de la connaissance n'est plus le même que dans le passé. L'innovation technologique, la recherche scientifique,

l'innovation artistique, la transformation de l'éthique accélèrent la transformation des modes de travail, des modes de vie publique, des modes de vie privée. Il en résulte de nombreux problèmes de retards, d'inégalités, d'aliénation, etc.

Elever le niveau de vie des masses est la première nécessité mais pour quel genre de vie ? **Quel style de vie** choisissons-nous dans une société de masse ?

Comment susciter la participation effective du plus grand nombre à la vie des différents secteurs de la nation, quand les techniques deviennent de plus en plus importantes, les technocrates de plus en plus puissants; quand la majorité des citoyens se sent, à tort ou à raison, de plus en plus dépassée pour participer activement et efficacement à la gestion des institutions de la cité ? Sans une vigoureuse promotion des valeurs culturelles dans la politique sociale, celle-ci risque d'être de plus en plus impuissante si elle se démocratise, de plus en plus oligarchique si elle se technicise. Seule **une politique de formation** permanente et démocratique a des chances de réaliser les conditions structurelles et culturelles d'une démocratie de participation.

L'avenir est fonction des hommes, c'est-à-dire qu'il ne sert à rien d'investir et d'équiper si l'on ne forme pas des hommes : nous devons donc encourager, ou rendre possible, le surgissement des créateurs, des novateurs dans tous les milieux, multiplier les actions de formation, conquérir une réforme de l'école et l'instauration d'une véritable éducation permanente, à la fois affranchie des tutelles étatiques d'une bureaucratie étatique et de l'influence aliénante d'un pouvoir économique intéressé au seul développement de la production et de la consommation.

L'école doit avoir pour but premier l'apprentissage par l'individu de l'auto-développement dans les activités imposées, optionnelles ou libres.

Cet auto-développement devrait se fonder le plus possible sur les intérêts culturels des jeunes eux-mêmes en relation avec les vrais problèmes de la société d'aujourd'hui et de demain : problèmes culturels, sociaux et politiques.

Dans cet esprit, nous pensons qu'il faut s'attacher à former, dans les écoles, non seulement le producteur, mais aussi l'hom-

me des activités et des heures non directement productives. Il serait redoutable que l'on n'arrive pas à assumer à la fois les valeurs du loisir nécessaires à la réalisation de l'individu et les valeurs d'engagement social nécessaires au progrès de la société.

Aujourd'hui nous avons le choix entre une civilisation d'auto-didaxie permanente ou d'aliénation permanente. Nous devons mener un combat contre le conservatisme pédagogique et l'utilitarisme économique qui empêchent ou ralentissent la réalisation d'un rythme d'éducation permanente où le temps d'étude et le temps de travail auront des relations entièrement nouvelles.

Il s'agit de promouvoir une authentique culture populaire opposée à la fois à la culture de masse au rabais et à une culture générale académique morte. C'est pour contribuer à cette difficile mutation des mentalités que nous avons donné à l'éducation permanente la première place parmi les secteurs de notre programme de 1969.

Le cadre de vie, l'expansion urbaine et l'enjeu engagé par cette expansion accélérée imposent une révision urgente de nos mœurs en ces domaines; il nous faut une nouvelle conception de la vie sociale pénétrant dans la conception même du logement, du voisinage, du quartier, du centre, des établissements industriels, administratifs, scolaires, civiques, etc. Nous devons revendiquer en priorité la constitution, au cœur des quartiers et à la périphérie de nos villes, d'espaces et d'équipements dont la seule fonction sera d'aider à « vivre pour vivre ».

Nous devons aider à définir une politique de la nature qui ne doit pas être limitée à l'espace extra-urbain. Elle présente au moins deux autres aspects : la place à faire à la nature dans la ville et le sens à donner à la nature dans l'éducation. C'est une nouvelle relation « homme-nature » à inventer.

Nous devons favoriser toujours davantage les recherches sur la beauté, les tentatives pour la sauver périodiquement de l'académisme : beauté dans l'art littéraire, plastique, cinématographique, architectural, urbanistique, etc. Nous ne devons pas laisser les plus belles choses dans des endroits réservés comme les musées, c'est **tout** l'environnement de la vie quotidienne qui doit être métamorphosé.

Il y a là une mutation très profonde à vivre qui va jusqu'à nous faire admettre que le grand art de la société nouvelle c'est l'art de l'environnement et qui met en cause profondément le cadre quotidien de la vie, celui de la rue, du carrefour, du centre-ville, de l'entreprise.

L'on peut prévoir que des conflits véhéments se produiront dans un avenir tout proche si les responsables des lycées-casernes ou des villes-concentrationnaires ne changent pas, ne révisent pas de fond en comble leurs conceptions.

L'art populaire commence dans l'aménagement des maisons et des rues.

13. Toutes ces idées, tous ces projets exigent des combats quotidiens, à courte et à longue échéance. Nous n'oublierons pas, tout en sachant les limites qui pèsent sur l'effort de planification dans le système français actuel, que 1970 sera l'année de la préparation du VI^e Plan. Les commissions de préparation seront un des principaux terrains où nous devons lutter pour une politique culturelle progressiste, contre les pressions des intérêts mercantiles et contre les prétentions de l'Etat quand il voudra gérer seul l'information, l'éducation et la formation.

14. AMELIORER NOS MOYENS D'ACTION.

En ce qui concerne le programme d'action du Mouvement, la **Lettre à nos adhérents**, de juin dernier, a porté à la connaissance de tous les principes de la restructuration de nos activités et de notre fonctionnement interne, qui nous paraissent s'imposer.

● Il convient, pensons-nous, de faire en sorte que, dans toute la mesure du possible, Peuple et Culture reste présent dans sept grands secteurs de la vie sociale et de la politique culturelle française. Les sept grands secteurs, retenus par le Comité directeur, concernent, rappelons-le :

1 - Le développement d'une éducation permanente englobant l'éducation scolaire

- 2 - Les problèmes culturels du monde du travail
- 3 - La promotion du milieu rural
- 4 - Le développement de la démocratie dans la vie locale et régionale
- 5 - Les problèmes culturels propres aux milieux les plus défavorisés : troisième âge, immigrés, etc.
- 6 - Les problèmes posés par la politique française de la diffusion culturelle (maisons de la culture, etc.)
- 7 - Les problèmes de civilisation et de culture, approfondis dans le cadre d'échanges internationaux.

15. Il est évident que nos possibilités d'action sont humbles eu égard à l'ampleur des problèmes posés.

Pourtant, dans chacun de ces secteurs, Peuple et Culture se doit de poursuivre des expériences et des activités au plan local, régional, national ou international. Dans chacun de ces secteurs, Peuple et Culture doit :

- poursuivre une réflexion de fond sur les urgences et les orientations de politique culturelle que le Mouvement entend défendre.

- définir un programme d'activités et d'expériences qui puisse servir de base à son effort de recherche dans ces domaines, et établir un programme de publications qui mettent à la disposition de chacun des comptes rendus d'expériences, des fiches techniques, des instruments de formation et des éléments de réflexion sur les problèmes culturels français.

16. Ce travail, nous ne pourrons pas l'assurer indéfiniment dans notre relatif isolement actuel. Des accord, des ententes, des fédérations s'imposeront inévitablement dans de nombreux domaines, mais il est évident que les accords divers que nous serons amenés à conclure dépendront, en ce qui concerne la nature des engagements et l'étroitesse du rapprochement, du degré de concordance :

- a - entre nos propres orientations et objectifs généraux et ceux des partenaires à qui nous aurons affaire,

b - entre les ressources humaines et matérielles des uns et des autres.

De tels accords s'imposent plus particulièrement dans des domaines tels que les éditions et la documentation.

17. Un sérieux effort de programmation ne peut évidemment être tenté en l'espace d'une seule année budgétaire. Sur ce plan aussi s'impose la prolongation du mandat des organismes dirigeants proposée ci-dessous. Par ailleurs, il faut aussi que la programmation reste souple, et que le cadre des sept grands secteurs reste d'une part ouvert aux nouveautés dont l'intégration dans notre programme peut devenir nécessaire en cours de route et qu'il puisse d'autre part, en fonction de nos moyens et de l'analyse des priorités nationales ou régionales, se resserrer autour des secteurs les plus importants, les plus vivants de ceux où notre intervention a la plus grande qualité technique et pédagogique.

La poursuite et l'amélioration de notre programmation sont conditionnées par l'utilisation efficace de l'instrument de préparation des décisions que nous nous sommes donné en créant le Centre d'études et de programmation qui, en tant qu'instance de démocratie consultative intérieure au Mouvement, deviendra le foyer de réflexion coopérante de tous les animateurs de P.E.C., à tous les niveaux : nationaux et régionaux.

18. Dans chaque secteur d'activités, le collectif des animateurs concernés aura à se constituer en un groupe de travail permanent qui devra notamment, avec l'aide des services nationaux :

- organiser annuellement des journées d'études et de coordination consacrées à ses problèmes,
- établir une programmation de ses activités qui intègre les préoccupations et les attentes des groupes régionaux de Peuple et Culture,
- assurer une diffusion et une publication de ses travaux, de ses réflexions et de ses expériences,

● formuler les propositions d'orientations, les alternatives, les urgences sur lesquelles le Comité directeur aura à se prononcer.

C'est donc une expérience de gestion et de démocratie intérieure que nous mettons en œuvre progressivement.

19. REFORMER NOS STATUTS.

Le cheminement de notre histoire a fait de peuple et Culture un organisme qui, par la structure juridique, ne ressemble à aucun autre. Cette structure combine de nombreux défauts.

En soumettant les organes directeurs à une élection annuelle, elle réduit à l'extrême les périodes de fonctionnement normal de l'association. C'est pourquoi nous proposons d'étendre à **deux ans** la durée du mandat du Comité directeur et du Bureau national.

20. Un autre défaut majeur de notre système actuel concerne les Associations régionales. Celles-ci sont totalement indépendantes. Ainsi la politique du Bureau national est contrôlée, critiquée et même combattue par certaines Associations régionales, alors que l'Association nationale ne dispose même pas du droit de participer aux Assemblées générales des Associations régionales. Le danger est réel, par conséquent, qu'une Association régionale refuse en fait de pratiquer la politique que l'Assemblée générale nationale a choisie pour le Mouvement tout entier.

Nous pensons que cette situation ne peut pas se prolonger sans inconvénient et nous proposons par conséquent que le nouveau Bureau national soit chargé d'étudier et de soumettre à une prochaine Assemblée une réforme générale des statuts dont la rédaction date d'il y a plus de vingt ans. Cette réforme devra également définir les conditions d'une cohérence indispensable entre les actions et les manifestations du Mouvement national et celles des régions dans le respect des diversités légitimes.

INFORMATIONS

les dîners-débats de peuple et culture

Le Bureau national de Peuple et Culture a décidé de reprendre la série des dîners-débats, interrompue l'an dernier, qui regroupaient à des intervalles réguliers, autour de thèmes intéressant la politique du développement culturel, nos adhérents et nos amis.

Dans les mois qui sont devant nous, la préparation du VI^e Plan, notamment dans le domaine éducatif et culturel, sera l'occasion de s'interroger de nouveau sur les finalités, les procédures et les moyens d'une politique démocratique du développement culturel.

Nous avons abordé récemment ce problème en publiant, dans notre collection « Peuple et Culture », aux Editions du Seuil l'ouvrage de notre ami Georges Bensaïd **la Culture Planifiée ?**

Sur cette lancée, nous avons organisé une série de trois dîners-débats centrée sur les problèmes que pose l'orientation du développement culturel de notre pays dans la perspective de 1975 et, aussi, pour les années ultérieures.

La première soirée de la série (vendredi 7 novembre) a réuni une soixantaine de participants qui ont discuté avec beaucoup d'intérêt les idées et les chiffres présentés par notre ami, Georges Bensaïd, à propos du « Bilan du V^e Plan en matière culturelle ». Le texte de la présentation de Georges Bensaïd, et celui des principales interventions seront diffusés prochainement par Peuple et Culture.

La deuxième soirée de la série (vendredi 21 novembre) a réuni plus de quatre-vingts personnes. Le débat, présidé par le professeur Friedmann, a été introduit par notre ami Joffre

Dumazedier autour du thème : « Perspectives et problèmes du développement culturel en France, révision des hypothèses du groupe 1985 ».

La troisième soirée (vendredi 5 décembre) est consacrée au thème « Options de politique culturelle pour le VI^e Plan ». La réflexion est introduite par nos amis Georges Jean et Joseph Rovan.

activités franco-allemandes

● Du 26 octobre au 1^{er} novembre 1969 a eu lieu, dans la Ruhr, un voyage d'études organisé par Peuple et Culture de l'Isère sur l'enseignement musical en Allemagne (écoles, municipalités, universités populaires) et sur l'animation en ce domaine. Divers concerts et une visite à la Radio de Cologne ont complété ce travail.

● Du 26 au 30 novembre 1969, un séminaire franco-allemand a réuni, à la Friedrich-Ebert-Stiftung à Sarrebrück, des responsables syndicaux, des responsables de formation syndicale et des animateurs culturels qui ont notamment étudié ensemble les questions de l'action culturelle dans l'entreprise, de la formation et de la co-gestion. Plusieurs actions (séminaires, participation réciproque à des sessions de formation) consécutives à cette recherche sont prévues pour 1970.

Les adhérents et amis belges de Peuple et Culture se sont réunis à Namur, le 28 novembre 1969 pour examiner les possibilités d'activités, d'étude et de formation qu'ils pourraient envisager d'entreprendre en commun en liaison avec P.E.C.-France. L'éventualité de la création d'un groupe P.E.C. en Belgique a été étudiée. Une nouvelle réunion doit avoir lieu prochainement.

mouvements et associations

● La **Fédération nationale des femmes chefs de famille** (54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e) a réuni en Assemblée générale, les 8 et 9 novembre 1969, ses associations régionales. A l'issue de ses travaux, la Fédération « exige une revalorisation morale et matérielle de la femme chef de famille ».

● La **Fédération française des maisons de jeunes et de la culture** a tenu son Assemblée générale, les 8 et 9 novembre 1969, au Palais des congrès de Versailles. Peuple et Culture dont l'Assemblée générale se tenait au même moment, a tenu à exprimer sa solidarité avec la F.F.M.J.C. en déléguant son vice-président, Bernard Smagghe, et son secrétaire général, Michel Jacquey, qui ont pu participer à la séance de la soirée du 8 novembre.

● **Journées d'études de centres de vacances.** Les 9, 10, 11 novembre 1969, 630 délégués d'organisations de centres de vacances laïques ont été rassemblés à l'initiative des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.), de la Jeunesse au plein air (J.P.A.) et du service « Vacances » de la Ligue française de l'enseignement et de l'Education permanente. Les thèmes proposés aux participants étaient : « Apport des vacances collectives à l'Education permanente » et « Les vacances collectives de demain ».

● **L'Office franco-allemand pour la jeunesse** signale que, pour 1968, 7.547 échanges ont eu lieu (2.906 en Allemagne, 4.641 en France). Ils ont concerné 265.348 jeunes — 119.795 Français, 145.553 Allemands — ayant reçu une subvention. Si l'on tient compte de tous les échanges, on aboutit à un chiffre de 350.000 à 400.000 jeunes français et allemands pour 1968. Le Conseil d'administration désigné en 1967 a tenu sa dernière séance consacrée au vote du budget, à Rhöndorf. Après la désignation des nouveaux membres par les deux pays, le nouveau Conseil d'administration se réunira pour la première fois à Paris au début de 1970 afin d'examiner le programme de l'année.

● Office franco-québécois.

Le mercredi 19 novembre a eu lieu à l'Office franco-québécois, une réunion de travail groupant les associations qui travaillent avec cet Office sous la présidence de M. Quynet, secrétaire général de l'Office. Les programmes de stages franco-québécois ont été examinés en commun.

● **Le Centre universitaire de coopération économique et sociale (C.U.C.E.S.)** vient de publier son programme de formation et interventions psycho-sociologiques pour 1970. Ces activités sont :

— des stages de formation de cinq jours (formation à l'entretien, à l'analyse de contenu et perfectionnement à l'entretien, formation au travail en groupe et à la conduite de réunions, études des relations sociales par la méthode des cas et le jeu des rôles),

— des groupes de réflexion et d'approfondissement (perfectionnement professionnel à la relation interpersonnelle),

— des interventions sur les organisations, etc.

Pour tout renseignement, on peut s'adresser au C.U.C.E.S., rue de Saurupt, 54 - Nancy.

Nous rappelons que notre ami Michel Debeauvais, directeur du Département des Sciences de l'éducation à l'Université de Paris-Vincennes, et membre actif de Peuple et Culture, a été nommé membre du Comité de recherche et du développement dans le domaine de l'Education, récemment mis en place par le ministère de l'Education nationale.

lectures

Lorraine Chenot - Roger Beaunez

Villes et Citoyens

Paris, Editions sociales, 1969

collection « Pouvoir local »

216 pages, 16 F.

Voici le premier ouvrage d'une nouvelle collection dirigée par l'A.D.E.L.S. (1).

Villes et Citoyens est un instrument de travail au service d'une action cohérente, destiné à tous les élus et animateurs locaux qui souhaitent appréhender avec plus de rigueur les phénomènes urbains, participer activement à l'aménagement de leur ville et à l'information de leurs concitoyens.

Villes et Citoyens est aussi un moyen d'éveil aux réalités de la vie locale, il est donc utile aux éducateurs, étudiants, responsables d'associations locales, animateurs de foyers et maisons de jeunes, travailleurs sociaux... et les aidera à découvrir concrètement le champ d'action municipale.

Les huit chapitres de cet ouvrage sont successivement consacrés au rassemblement des moyens d'investigation et d'enquête, à la situation de la ville dans son contexte géographique et économique, à la population, aux activités économiques, à l'emploi, au logement et aux infrastructures, aux équipements collectifs, à l'aménagement d'un quartier et, enfin, à l'analyse des institutions et de l'action municipale.

(1) Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6°. Rappelons que l'A.D.E.L.S. publie une revue mensuelle : **Correspondance municipale**.

Michel Souchon

La télévision des adolescents

260 pages — 25 F.

Paris, Editions sociales, 1969

C'est une grande banalité aujourd'hui de dire que, pour connaître l'influence des communications de masse, l'important est de savoir ce que les utilisateurs en font, bien plus que de découvrir ce que la télévision, le cinéma ou la radio font à leurs utilisateurs.

Mais cette conclusion de tant d'études loin d'annoncer la fin de la sociologie des mass-media, devrait en être le nouveau point de départ : quels sont les habitudes, les goûts et les comportements des divers groupes sociaux devant la télévision, le cinéma, etc. ?

C'est un tel travail que cet ouvrage entreprend : il étudie « La télévision des adolescents » à partir d'une enquête réalisée dans l'ensemble des établissements scolaires de Saint-Etienne. Ce livre sera utile aux parents, aux professeurs, aux animateurs culturels et, en général, à tous les éducateurs, en répondant selon ses moyens à quelques-unes de leurs questions : quelle est la place de la télévision dans la vie de loisirs des adolescents ? La regardent-ils beaucoup ? Quelles sont les émissions qu'ils préfèrent ? Comment comprennent-ils les programmes ? Quel est, et que peut être, le rôle culturel de la télévision ?

Communications

« La politique culturelle »

N° 14, 1969, Ed. du Seuil

Le dernier numéro de la revue **Communications**, publiée par le Centre d'études des communications de masse (C.E.C.M.A.S.), est le résultat d'une sorte de questionnaire adressé à des sociologues, animateurs d'organismes culturels, responsables de

mass-media et qui proposait un certain nombre d'interrogations sur la « politique culturelle ». Le numéro comprend dix-sept textes répartis en cinq grandes sections :

- De la culturanalyse à la politique culturelle (Edgar Morin),
- Situation et contestation de l'action culturelle (Marc Netter, Joseph Rovin, Violette Morin, Roland Barthes, etc.),
- Le contrôle des communications de masse,
- L'orientation du développement culturel,
- Aspect de la politique culturelle à l'étranger.

Une nouvelle collection vient de paraître à l'U.N.E.S.C.O. : « **Politiques culturelles : études et documents** ». Les deux premiers numéros sont :

1 - **Réflexions préalables sur les politiques culturelles.**

Résultat des travaux de la table ronde sur les politiques culturelles tenue à Monaco du 18 au 22 décembre 1967.

2 - **La politique culturelle aux Etats-Unis.**

Nous rendrons compte de ces publications dans notre prochain numéro.

Ces brochures ne sont pas destinées à la vente publique. On peut se les procurer gratuitement en écrivant à Madame Kay, section de Politique culturelle, département de la Culture, U.N.E.S.C.O., place Fontenoy, Paris-7^e.

Notre ami Pierre Camusat, adhérent actif de Peuple et Culture, qui, depuis plus de dix ans, dirige le Groupement interprofessionnel de formation et de perfectionnement (G.I.F.P.) ainsi que le Cercle d'études et de documentation de la maîtrise et des cadres (C.E.D.O.C.) à Fourmies, a publié un grand nombre d'ouvrages dans le cadre de l'éducation permanente. Nous présentons, brièvement, deux des ouvrages qui nous paraissent devoir intéresser, par leur forme et les indications qu'on y trouve, les animateurs et leur être utiles pour organiser des cercles d'études ou des débats.

Réussir, avec ou sans diplôme

Plus de 40 % des cadres des entreprises françaises sont ce qu'il est convenu d'appeler « cadres autodidactes ».

C'est ce qui ressort du rapport officiel présenté par André Bouloche au Premier Ministre (26 septembre 1963).

Le même rapport conclut à « l'accroissement continu des besoins globaux selon un rythme voisin de 3 % par an c'est-à-dire du double en vingt ans ».

Il y a donc un champ d'action immense pour ceux qui peuvent et veulent s'en donner la peine car en fait, la supériorité, quand elle est réelle, est toujours reconnue, sanctionnée ou non par un diplôme.

Les « hommes de bonne volonté » reconnaîtront que les circonstances actuelles sont de nature à favoriser la promotion sociale.

Mais faudrait-il encore savoir que faire et comment procéder. C'est en quelque sorte l'inventaire des moyens dont dispose « l'apprenti autodidacte » que Pierre Camusat présente dans son ouvrage. Il ne s'agit pas d'un livre de recettes mais d'un guide donnant la possibilité à toute personne d'enrichir ses connaissances, d'approfondir sa culture et par voie de conséquence de permettre sa promotion.

Toutefois, les méthodes scolaires traditionnelles conçues pour des adolescents ne sont guère adaptées aux adultes qui reprennent le chemin de l'école, 10 ou 15 ans après l'avoir quittée et cela, en supplément de leur travail journalier. C'est en tenant compte de ces conditions de vie bien peu favorables aux études théoriques, que l'auteur a recherché les bases d'une pédagogie adaptée aux adultes et qu'il la présente dans ce livre dédié à ceux qui, avec ou sans diplômes, veulent évoluer avec leur temps.

Comprendre le monde du travail

Il ne se passe plus de jours sans que le problème des cadres ne soit évoqué. D'un côté, on nous apprend que notre économie souffre dangereusement d'un manque d'ingénieurs et de techniciens, et de l'autre, que des milliers de cadres de 40 à

50 ans sont sans emploi. Et le plus étrange est qu'on ne fait jamais la relation entre ces deux informations contradictoires. Faut-il en conclure que si ceux qui cherchent du travail ne parviennent pas à occuper les places disponibles, c'est que l'on ne veut pas d'eux parce qu'ils n'ont pas su évoluer ?

Par conséquent, il faut aux « cadres de demain » (et bien sûr à ceux d'aujourd'hui qui tiennent à rester en place) qu'ils soient autodidactes ou diplômés, une connaissance et une compréhension du monde du travail sans lesquelles il deviendra de plus en plus difficile d'assumer réellement des responsabilités de commandement. Et c'est précisément le sujet de ce livre.

Ces deux ouvrages sont parus aux Editions Gamma, 3, rue Garancière, 75 - Paris-6.

Aux mêmes éditions, et du même auteur :

Savoir-vivre et promotion

Mauvais élèves et pourtant doués

La formation psycho-gestuelle

● Un article de notre ami Jean Gondonneau, instructeur national de Peuple et Culture, « Ethique sexuelle et changement social et culturel » est paru dans le n° 34 de la revue **l'Education**, publiée par l'Institut pédagogique national.

● Nous signalons la parution du dernier numéro (n° 22/23, automne 1969) de la revue **Télévision et Education**, publiée par l'association Culture et Télévision et paraissant sous le patronage de l'Unesco. Ce numéro est consacré aux problèmes des jeunes et de l'audio-visuel :

- modes d'utilisation par les jeunes des moyens audio-visuels;
- attitude des jeunes par rapport aux moyens et aux métiers audio-visuels;
- utilisation de la télévision par les associations culturelles et les mouvements de jeunesse;
- l'école et l'audio-visuel.

NOUVEAUTES

- Collection « Documents de travail »

N° 10 : **Tourisme en Tchécoslovaquie** (P.E.C.-Midi-Pyrénées)

N° 11 : **Aperçu historique de la Tchécoslovaquie**
(P.E.C.-Midi-Pyrénées)

REEDITIONS

- Collection « Peuple et Culture » aux éditions du Seuil

La Lecture, par Geneviève Cacérès (3^e éd.)

La Poésie, par Georges Jean (2^e éd.)

PEUPLE ET CULTURE, 27, Rue Cassette Paris-VI*

Revue d'Education Populaire

Directeur Gérant : J. Dumazedler

Rédacteur en Chef : B. Cocérés



Copyright Peuple et Culture Tous droits de reproduction réservés

Com. Parit. 33.096

Dépôt légal : 4^e trimestre 1969

Imprimerie Hermel, 49, Rue Hermel — Paris-18^e